

Déclaration du Bureau National de l'U.N.E.F.

Lors du 58ème congrès de l'U.N.E.F. à Orléans, nous avons constaté la situation générale de crise du mouvement étudiant. Cette crise était due tout d'abord à la montée, au sein de l'organisation U.N.E.F., des courants réformistes (U.N.E.F.-Renouveau) et néocorporatistes (Unité syndicale), tenants d'une conception on ne peut plus défensive des luttes étudiantes. Nous constatons par ailleurs que de larges franges du mouvement étudiant révolutionnaire militaient et s'organisaient en dehors de l'U.N.E.F. C'est pourquoi, en constituant un bureau de gestion politique de la crise nous avons comme perspective d'ouvrir le débat sur l'outil de nos luttes, et de l'ouvrir très largement devant l'ensemble de étudiants.

Or que s'est-il passé en réalité ? -

L'U.N.E.F. en tant qu'organisation s'est avérée incapable d'impulser elle-même le débat, qui s'est en réalité déroulé très largement en dehors d'elle, voire même contre elle. Un peu partout en effet se sont créés, issus de la combativité du mouvement étudiant, de nouveaux types d'organisation, comités de lutte unitaires, comités de base etc. De nombreux C.A.-U.N.E.F. agissaient dans le même sens, fidèles à l'orientation des congrès et du Bureau National-. - D'autres éclataient, structures vides ou bureaucratiques, ou bien encore cadre purement parlementaire. Par endroit, ils devenaient même des obstacles objectifs au développement de l'action et aux besoins de structuration de la lutte,

D'autres initiatives, tel le Secours Rouge - étaient prises dans lesquelles l'U.N.E.F. pouvait certes se reconnaître. Mais elle ne pouvait que très difficilement y participer, bien qu'associée à ce travail du fait des sabotages fractionnels. -

Et précisément, face à ces initiatives et à cette combativité, l'éclatement stratégique interne de l'U.N.E.F. en trois, voire en trois organisations opposées sur le terrain des luttes universitaires, s'est aggravé, entraînant la paralysie de l'organisation nationale.

Dans ces circonstances les conditions de solution de la crise du mouvement étudiant sont totalement extérieures désormais à l'U.N.E.F. Notre maintien à la direction de

cette organisation n'a dès lors plus de sens puisque notre tâche essentielle, permettre le débat, ne peut plus être réalisée dans ce cadre. En conséquence :

- le Bureau National de l'U.N.E.F. ainsi que les membres de notre courant siégeant à la commission nationale de contrôle de l'U.N.E.F. donnent leur démission de leur poste, ainsi que de l'organisation elle-même.
- Notre courant se retire dès maintenant de l'U.N.E.F. et déclare ne plus appartenir en rien à cette organisation.

Nous voudrions donner maintenant les éléments qui nous ont amené à prendre cette décision.

I. Très largement imprégnée des acquis du mouvement de mai 68, l'U.N.E.F. a joué un rôle politique incontestable dans cette période. Déjà depuis plusieurs années le mouvement étudiant a été amené à jouer un très grand rôle dans la lutte contre le capitalisme et son appareil universitaire. Ce phénomène, d'ailleurs généralisable à l'échelle internationale se caractérise par une mise en question de l'Université au tant qu'instrument servant à reproduire les inégalités de classe. De façon plus ou moins instinctive le mouvement étudiant a cherché à rejoindre le combat des travailleurs pour le socialisme : cela est apparu de manière éclatante en mai-juin 68 en France. Cette intervention nouvelle des secteurs les plus avancés du monde étudiant a nécessité une réorientation stratégique et la mise au point de formes nouvelles d'organisation.

Dans son affrontement direct avec la bourgeoisie, le mouvement étudiant est intervenu politiquement de manière relativement autonome, jouant même un rôle déterminant dans le déclenchement de la crise de mai-juin 68.

Ceci l'a amené à tenter d'agir comme un allié permanent de la classe ouvrière dans sa lutte révolutionnaire pour le socialisme et à en tirer toutes les conséquences stratégiques et structurelles rompant ainsi, par son expérience pratique, avec les courants qui avaient encadré l'U.N.E.F. dans les périodes précédentes. Cette réorientation a abouti à la nouvelle charte de Grenoble (juillet 68) qui rompait avec les anciennes conceptions syndicales de l'U.N.E.F. et définissait le mouvement comme un mouvement anti-capitaliste de masse refusant le corporatisme. Le texte d'orientation de Marseille venait préciser ces définitions à partir de l'expérience concrète de Mai en introduisant la notion de mouvement politique de masse et d'intervention anticapitaliste de masse. L'objectif du mouvement était dès lors explicitement d'accroître les contradictions du capitalisme à l'université partir d'une explication du rôle et de la finalité de cet appareil dans le système capitaliste français. Enfin une transformation des

structures était entreprise permettant de faire de l'U.N.E.F. l'organisation du mouvement étudiant et d'y intégrer l'expérience des formes d'organisation nées de la lutte elle-même (les Comités d'Action).

Mais la mise en pratique de cette nouvelle politique s'est heurtée à des difficultés nombreuses tenant pour une part à nos propres déficiences et surtout à des obstacles qui se manifestèrent par des pressions internes et externes à l'organisation.

II. Notre erreur principale se situe au niveau de la surestimation du rapport de force entre révolutionnaires réformistes (U.E.C.) et néo-corporatistes (AJS) à l'université mais aussi dans le pays tout entier, ainsi qu'au niveau international. Ceci nous a amené à penser qu'il était dès lors possible pour le Courant révolutionnaire de prendre l'hégémonie définitive sur les courants réformistes à l'université. Cette analyse a été démentie sur le plan organisationnel (remontée du courant réformiste dans l'U.N.E.F.). Ceci ne nous a pas permis de présenter une alternative sérieuse au niveau de l'organisation face au pseudo-syndicalisme corporatif.

En réalité le milieu étudiant reste largement marqué par ses origines sociales même si l'on considère que la crise de l'université ne peut trouver de solution positive que dans une transformation radicale de l'appareil universitaire, c'est-à-dire en définitive dans le passage du capitalisme au socialisme. Cette caractéristique se double d'une absence de perspective réelle de liaison avec le mouvement ouvrier. liaison que le mouvement étudiant n'a pas su établir.

Malgré des luttes importantes et frontales le mouvement étudiant a, en réalité, oscillé rapidement entre réformisme et révolutionnarisme : notre intervention dans le milieu souvent trop théorique et coupée des réalités nous a amené parfois à nous couper de la masse des étudiants, quelle que puisse être par ailleurs la justesse de nos analyses.

Les obstacles concrets. ont été nombreux ; ils découlent principalement de la prédominance des néo-réformistes dans le mouvement ouvrier organisé en France ; ce phénomène trouvant son prolongement dans le milieu étudiant. Dès Mai 68 les obstacles rencontrés dans la liaison étudiants-travailleurs venaient en grande partie de l'attitude hostile de la C.G.T. et du P.C.F. A l'université elle-même leurs appendices ont joué un rôle particulièrement négatif, obstacle objectif à la reconstruction et au développement du mouvement étudiant anti-capitaliste. Ces obstacles, on les constate tout d'abord au niveau des luttes elles-mêmes : qu'il s'agisse des grèves en "langues" ou de médecine, ou bien de la lutte contre l'austérité, partout l'essor du mouvement se heurta à la passivité voire à l'hostilité du courant UNEF-Renouveau qui tentait de dévoyer les luttes et de briser la combativité du

mouvement en proposant des pétitions ou des parlottes dans les conseils de cogestion, Partout ce courant non content de refuser systématiquement toutes les campagnes nationales que nous pouvions développer s'est conduit comme une véritable organisation dans l'organisation, usurpant le sigle U.N.E.F. et se faisant reconnaître an tant que tel à l'extérieur. Mais c'est surtout dans le cadre de la lutte contre la participation que cette organisation s'est révélée : véritable garante de la réussite de la participation, l'U.N.E.F.-Renouveau en présentant partout des candidats, malgré les décisions ultra-majoritaires de l'U.N.E.F. s'est placée d'elle-même en dehors du mouvement étudiant anti-capitaliste.

Elle est apparue comme l'instrument de Guichard à l'université garantissant le maintien de l'ordre (cf. Nanterre Février 1970). Elle a ainsi. porté délibérément un coup à l'U.N.E.F. anti-capitaliste issue du mouvement de mai 68, en favorisant l'éclatement de l'organisation étudiante et en refusant toute discipline, interne ou externe.

III. Les luttes *de l'an passé (médecine, "langues", etc.)* ont prouvé la combativité du mouvement étudiant ; les deux *premiers* trimestres de l'année 1969-70 ont vu le tiers des étudiants se mettre en grève. Cette année s'annonce aussi comme combative, malgré une répression acharnée.

Que ce soit à Toulouse, à Caen, ou à Poitiers, des luttes de masse ont commencé, *permettant* de poser, désormais en dehors de l'U.N.E.F., le problème de l'organisation des luttes. Les premières expériences de comités da lutte nous apportent dès maintenant des enseignements précieux.

Tout cela montre la *permanence du* mouvement étudiant anti-capitaliste sur le terrain universitaire. Tout cela montre sa volonté de s'organiser dès lors qu'il a aujourd'hui, et désormais, clarifié sa stratégie et rompu ses liens avec le réformisme organisé.

Nous affirmons que l'organisation du mouvement étudiant est non seulement nécessaire mais possible et qu'elle se construira désormais on dehors des cadres parlementaires de l'U.N.E.F

- Le Bureau *National de l'U.N.E.F.*
- et ses représentants à la Commission Nationale *de contrôle de l'U.N.E.F.*